

TR3# voici le thème de notre Table Ronde la 3ème et la dernière aussi de notre Forum national : « à quoi pourrait et devrait ressembler une mobilisation nationale ? » (modérateur Christophe Kapella, AR15)

L'Intelligence artificielle nous répond en 1/8ème de seconde : « Une mobilisation nationale est un effort coordonné de la part de la population d'un pays en réponse à une menace ou à une situation d'urgence, qu'elle soit d'ordre militaire, sanitaire, environnemental, ou autre. Elle repose sur l'engagement et l'esprit de défense des citoyens envers leur nation ». Au contraire de la mobilisation générale, la mobilisation nationale relève d'une adhésion volontaire. L'Etat lui donne un cadre solide.

Sans engagement, point d'esprit de défense ni de mobilisation nationale. Or, l'engagement ne se conçoit que par rapport aux autres : ceux qui nous entourent, ceux qu'on aime, la vie qu'on a au milieu de la Cité à laquelle parce qu'on y tient, on a envie de contribuer, *apporter, comme on dit, sa pierre à l'édifice*. Cet édifice social n'apparaît pas d'un coup. Il a été construit par nos aïeux, par ceux qui nous ont précédés sur cette terre qui est la nôtre par lieu de naissance, par filiation ou par adoption, ou même par choix. L'individu à lui seul ne peut pas transmettre des valeurs. Seul le groupe le peut grâce à ses membres qui s'engagent les uns par rapport aux autres pour former *un groupe social solidaire tourné vers la recherche du bonheur*. Les jeunes de l'lhedn avec qui nous avons échangé, résumant cash « et l'amour dans tout ça ». Ils ont raison. On ne peut jamais mieux défendre que ce qu'on aime !

La mobilisation nationale ne peut se concevoir que dans la citoyenneté, l'appartenance à la Cité. Tout cela chez nous s'appelle : la démocratie ! (Cf. Thucydide, Histoire de la guerre du Péloponnèse, II, 36-43, V^e siècle av. J.-C.). Victor Hugo l'affirmait déjà haut et fort « *la République a élevé l'individu au rang de citoyen* ». **La mobilisation nationale pour intervenir, exige d'abord un constat lucide de la situation.**

Le développement exacerbé de l'individualisme renforcé chaque jour par les outils de l'Internet et l'enchaînement quotidien au portable, conduit à une sorte d'aliénation et parfois à des altérations graves de sens critique propres à *confondre l'accès à la connaissance avec la connaissance elle-même*, et surtout à qualifier d'*opinion l'enseignement même du professeur*. (in « *urgence pour l'école républicaine* » C. Dejardin, Gallimard, 2022). Le tout conjugué avec la protection systématique des minorités du fait même de leur minorité tant par les instances nationales qu'européennes (peu important la nature du sujet). La majorité silencieuse parce qu'elle l'est, paraît ne pas compter (abstention grandissante aux élections de citoyens désabusés). Est-ce qu'aujourd'hui l'individu ne détruit pas le citoyen ?

La mobilisation nationale doit certainement conduire à restaurer la confiance car « **la démocratie a besoin de vertu** » (Montesquieu) et d'**autorité** (cf. Platon, La République, « *quand les maîtres tremblent devant leurs élèves...*»). Les annonces incessantes de mises en examen voire de condamnations, de ceux-là mêmes qui nous gouvernent et de ceux-là mêmes qui sont nos élus, mettent à mal l'exemple démocratique dont devraient s'inspirer les populations et tout spécialement la jeunesse. S'y ajoutent, indépendamment des actes de terrorisme qu'il faut combattre tous unis à chaque instant, la criminalité irrépressible de bandes rivales et les exactions menées à force ouverte comme l'ont montré les événements récents (269 commissariats assiégés et 243 écoles dégradées, *le Monde Diplomatique*, août 2023). L'enjeu paraît désormais aussi d'empêcher la commission de tels faits.

Mais à quoi donc cette mobilisation nationale pourrait-elle et devrait-elle ressembler ? Les 4 intervenants incroyablement éminents, vont tenter d'y répondre. Peut-être faudrait-il prendre la question à l'envers ? Pour quoi une mobilisation nationale ?

1- Pour l'ingénieur Gérard Potel (AR4 Bourgogne), il est nécessaire de connaître la situation de notre Pays pour définir ensuite les orientations afin de construire son avenir.

Une situation ci restituée par trois sondages qui montrent : une société très divisée (55 %), une confiance accordée aux PME (80%), Armée (77%), Ecoles (66 %), mais qui s'écroule pour les grandes entreprise, les syndicats (30%), les partis politiques (12%).

Un premier acteur pour construire notre futur : les enseignants qui méritent un soutien ; « ... *L'éducation est un acte global qui n'est pas réductible aux activités scolaires, l'esprit de défense est une attitude civique qui n'est pas limitée aux activités militaires* » (Charles Hernu et Alain Savary).

Les acteurs seconds sont les responsables économiques et politiques qui doivent reconnaître pour seule valeur l'intérêt national dans les prises de décisions.

Enfin, l'Outre-Mer (la France possède la 2ème ZEE mondiale) dont la métropole doit saisir l'importance pour notre avenir en raison de l'évolution géostratégique mondiale et du potentiel économique des ressources marines.

2- Pour Manuela Tancogne-Dejean (AR 21 Versailles -Ile de France), la mobilisation nationale passe par les acteurs locaux de l'esprit de défense dans les territoires comme les **correspondants défense (CorDéf)**.

Les CorDéf sont des élus municipaux dont les missions sont de développer le lien Nation- Armées et de promouvoir l'esprit de défense auprès de leurs administrés. Or, cette mission n'est pas forcément prioritaire ou clairement identifiée dans le conseil municipal. Quant aux CorDéf désignés, ils ignorent souvent quelles sont leurs missions et comment agir concrètement. Ils ne connaissent pas le monde militaire et ignorent les partenaires qui peuvent leur être utiles dans l'accomplissement de leurs missions.

Pour faciliter le travail colossal des CorDéf, l'AR 21 Versailles-Ile de France, propose des pistes de progrès :

- Attribuer cette mission à un **maire adjoint** pour plus de visibilité au sein du conseil municipal et une plus grande latitude pour interagir avec leurs partenaires ;
- Consolider/renforcer la **communauté des CorDéf** par la création de boucles WhatsApp regroupant tous les CorDéf d'un même département ;
- Créer un **Trinôme Défense Départemental** constitué des CorDéf, de la Délégation Militaire Départementale (DMD) et de l'Association régionale IHEDN (AR IHEDN) dont les missions seront de :

o Former les CorDéf sur les questions de défense et de sécurité selon un format calqué sur les sessions IHEDN-Jeunes ou celui destiné au trinôme académique ;

o Rédiger des documents de référence, des fiches-actions adaptées aux problématiques spécifiques de leurs territoires ;

o Travailler en étroite collaboration avec le trinôme académique sur les activités destinées aux jeunes (SNU, rallyes-citoyens organisés par le trinôme académique, information sur les activités relatives au monde de la défense, projets communs avec ET pour les jeunes sur des thématiques propres à chaque territoire ...) ;

o Conserver la trace des activités afin de pouvoir capitaliser sur les actions entreprises ;

o Partager les bonnes pratiques et les expériences avec tous les autres trinôme-défense départementaux lors d'un colloque national annuel.

Ainsi les CorDéf mieux informés, plus confiants et bien accompagnés pourront mieux développer l'esprit de défense de leurs concitoyens.

3- Patrick Lemoine (AR 9) insiste de son côté, sur le **rôle clé des associations régionales de l'Union-IHEDN** dans la mobilisation nationale qu'il a déjà initiée en PACA. Rare : plusieurs AR se sont unies pour réussir !

1/. Une production originale, spontanée de trois AR, d'une même région, dès juillet 2022.

2/. Un sujet retenu pour s'inscrire dans la LPM alors en préparation : l'esprit de défense et la capacité de résilience, avec les outils déjà disponibles au sein des forces armées.

3/. Parler à la jeunesse avec un continuum des actions en ne laissant aucune population jeune à l'écart de notre attention, en rappelant les actions déjà engagées par nos AR.

Les AR PACA sont des lieux citoyens qui ont interpellé leurs élus nationaux en leur adressant notre contribution avant l'examen de la LPM par le Parlement, en ne manquant pas de rappeler aujourd'hui que nous étions alors en 2022...

4- Enfin, Valérie Bertheau, présidente de l'association nationale 3AED-IHEDN, nous communique ses visions d'ingénieurs au sujet des menaces désormais multiformes, de l'armement et de la souveraineté.

Des menaces multi-formes : Nous faisons face à la persistance, et même l'amplification, de menaces anciennes comme le durcissement de la compétition entre grandes puissances, durcissement illustré notamment par le retour de conflits de haute intensité sur le sol européen et très récemment au Moyen Orient. C'est la fin des dividendes de la paix en Europe. Nous faisons aussi face à de nouveaux champs de conflictualité, comme le cyber, l'espace, les grands fonds marins. Ces nouvelles menaces, favorisées par des sauts technologiques rapides et brutaux, se développent le plus souvent sous une forme hybride. La guerre cognitive et informationnelle, le *lawfare* sont aussi une réalité.

Ces menaces mettent simultanément à l'épreuve nos intérêts politiques, sociaux, économiques, technologiques et énergétiques. Ce nouveau contexte impose à notre pays, une capacité d'adaptation rapide **aux défis sécuritaires multiformes**, une mobilisation globale qui dépasse le cadre des forces armées.

Armement : une vision d'ingénieurs. Une des missions de la DGA est de savoir investir pour équiper les forces et préparer l'avenir face à de nouvelles menaces. Cette capacité d'investissement s'appuie sur une BITD compétitive et pérenne composée d'environ **9 grands groupes et plus de 4 000 PME**, dont 450 sont considérées comme stratégiques. Ce tissu industriel représente plus de **210 000 emplois de haute technicité** non délocalisables, et 30 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

Que ce soit au sein de la DGA ou au sein de la Base Industrielle et Technologique de Défense, les ingénieurs ont un rôle clé. Ils préparent et apportent les solutions, les armements aux forces armées, pour faire face aux menaces multiformes d'aujourd'hui et aussi de demain, sans être eux-mêmes combattants. Ils concourent au lien armées-nation et à l'efficacité de notre défense nationale. Vous l'aurez compris, il s'agit d'anticiper et de conjuguer l'évolution des menaces et des technologies.

Dans ce contexte de conflits de haute intensité et de menaces multiformes, la LPM 2024-2030 prévoit de consacrer 413,3 milliards d'euros aux armées sur sept ans. Ce qui représente une hausse de 40 % par rapport à la LPM précédente. LPM de transformation et de cohérence du système de défense, elle adresse 5 grands axes : garantir la crédibilité de notre dissuasion, réussir les sauts technologiques, rester dans le peloton de tête des services de renseignement, renforcer notre souveraineté dans les Outre-mer, accroître les forces morales.

Dans la société civile, le manque de compréhension des enjeux de défense nationale d'une part, et le désintérêt pour les sciences et technologies d'autre part, nécessitent un sursaut, si nous voulons disposer des compétences de haut niveau nécessaires. Attirer, former et fidéliser les talents est un défi majeur aujourd'hui. C'est une question de souveraineté. Cela passe par une mobilisation globale sur les enjeux de défense nationale. **La nouvelle approche pour le SNU et le développement de la réserve prévu dans la LPM ont pour but de concourir à cela.**

Souveraineté : La question du financement privé de la BITD est un enjeu de résilience et de souveraineté. L'accès aux financements privés est indispensable pour les entreprises de la BITD, en particulier les PME/PMI. Or, elles sont confrontées à une certaine frilosité en France et en Europe, dans un contexte de développement de la finance durable. La menace de l'établissement de règlements au niveau national ou européen visant à exclure l'industrie de défense, constitue un risque pour la BITD et la société dans son ensemble. Soutenir la défense des pays démocratiques relève des devoirs civiques d'une banque dont le siège est dans l'Union Européenne. On ne peut concevoir une société démocratique durable, sans sécurité et stabilité, s'appuyant sur des forces armées qui bénéficient de solutions produites par une BITD européenne financée par le secteur bancaire européen. C'est un enjeu de résilience et de souveraineté !

-.-.-.-.-

Et juste pour conclure : La France se portait fort bien pourrait-on dire, jusqu'en 1999 comme en justifiait la cagnotte fiscale mise au jour par la commission des finances et par la Cour des comptes. Ces « *dividendes de la Paix* », paraissent avoir incité à baisser la garde et à délaissé le service public de l'Etat (par exemple, les 200 brigades de gendarmerie qu'on crée aujourd'hui sont exactement celles qu'on a supprimées hier). De tels constats appellent à en rechercher les causes pour tout simplement les faire cesser. Aussi importe t-il encore de citer les conclusions du rapport du Conseil d'Etat (« *être citoyen aujourd'hui* », 2018), absolument très actuel : « *Derrière la citoyenneté se cache certes un idéal, mais un idéal qui ne saurait être désincarné, ni déconnecté de son temps. Car ce que la citoyenneté porte, c'est surtout un idéal de cohésion sociale et de vie en société, un projet commun. Cet idéal demeure aujourd'hui, mais la manière de l'incarner doit être repensée à la lumière de la crise constatée. La société doit être capable de prendre la mesure des défis auxquelles elle est confrontée et des divisions et fractures qui la traversent, pour les affronter et savoir y répondre avec détermination* ».

Mais ce qui nous lie tous ici à l'Union-IHEDN, c'est incontestablement **l'amitié** qui est l'élément moteur authentique et déterminant d'une fabuleuse **mobilisation nationale** !